

## NUCLÉAIRE

# Le second site iranien d'enrichissement d'uranium n'est «pas secret»

**Le second site d'enrichissement d'uranium que l'Iran construit n'est «pas secret», a déclaré hier à l'AFP le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Ali Akbar Salehi, en réponse aux protestations internationales.**

«Cette installation n'est pas secrète et c'est pour cela que son existence a été annoncée à l'AIEA», l'Agence internationale de l'énergie atomique, a déclaré ce responsable, joint par téléphone.

«Lorsque j'ai pris mes responsabilités (durant l'été, ndr), je me suis engagé à accélérer la coopération (avec l'AIEA) et, dans ce cadre-là, (...) nous avons annoncé l'existence de cette installation, tout comme nous avons permis aux inspecteurs de l'Agence de se rendre sur les installations d'Arak», a-t-il poursuivi.

Une source diplomatique à Vienne, où se trouve le siège de l'AIEA, avait indiqué en août que des experts avaient été autorisés à Arak, sur l'un des sites nucléaires les plus sensibles d'Iran, où est en cours de construction un réacteur à eau lourde.

Hier, l'AIEA a annoncé avoir été informée par l'Iran --dans un courrier le 21 septembre -- qu'il construisait un second centre d'enrichissement d'uranium, en plus de celui déjà existant de Natanz, dans le centre du pays.

Le président américain Barack Obama, son homologue français Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique Gordon Brown ont réagi en accusant l'Iran d'avoir dissimulé pendant des

années ce site. «Conformément aux engagements de l'Iran dans le cadre de la clause de sauvegarde du Traité de non-prolifération (TNP), nous avons annoncé l'existence de ce site, alors que nous n'étions pas obligés de le faire. Nous l'avons fait dans le cadre de la coopération avec l'AIEA et par souci de transparence», a rétorqué à l'AFP Ali Akbar Salehi, qui a pris ses fonctions en juillet.

Selon Téhéran, les engagements de l'Iran auprès de l'AIEA l'obligent à annoncer l'existence d'un nouveau site nucléaire seulement 180 jours avant l'introduction de matériels radioactifs. Avant cela, l'Iran, comme les autres pays membres de l'AIEA, ne sont pas obligés d'annoncer la construction de nouvelles installations.

Dans son courrier à l'AIEA, l'Iran indiquait en outre que le niveau d'enrichissement d'uranium sur ce second site irait «jusqu'à 5 %». Ce niveau est insuffisant, selon les experts, pour servir dans la fabrication d'armes atomiques.

Un haut responsable de l'administration américaine a toutefois estimé, sous couvert de l'anonymat, que ce nouveau site avait «la bonne taille» pour produire assez d'uranium pour une arme nucléaire. La révélation de l'existence de ce



Photos : DR

L'Iran accusé d'enrichissement d'uranium à des fins militaires.

second site sera un «sujet très important» des discussions entre les six grandes puissances et l'Iran, a-t-il

ajouté. Téhéran et le groupe 5+1 se retrouveront le 1<sup>er</sup> octobre à Genève pour évoquer le programme

nucléaire controversé de Téhéran.

L'Iran est soupçonné par les pays occidentaux et

Israël de mener en secret un programme nucléaire à des fins militaires, ce qu'il nie.

## ATTENTATS EN GRÈCE

## Mandats d'arrêt et actions en justice contre 10 jeunes

**Dix jeunes Grecs, suspectés d'avoir mené des attentats au nom d'un groupe issu de la mouvance anarchiste, font l'objet de poursuites du parquet d'Athènes et de mandats d'arrêt, a-t-on indiqué hier de source judiciaire.**

Trois hommes et une femme ont été placés en garde à vue dans l'attente de leur présentation mardi dernier au juge d'instruction pour «détention d'explosifs» et «explosions en série», selon la même source.

En outre, des mandats d'arrêt ont été émis contre six complices présumés, dont une femme, ajoute-t-on de source judiciaire. Les quatre premiers jeunes ont été arrêtés mercredi dernier à Athènes après un attentat à l'explosif qui leur a été imputé et visant l'appartement d'une haut responsable de l'opposition socialiste à Athènes.

Sur la base des pièces à conviction saisies à leurs domiciles, dont «un mécanisme d'horlogerie de mise à feu dans un autocuiseur», sem-



Des attentats qui ont visé des bâtiments officiels.

blable à celui utilisé pour l'attentat de mercredi dernier la police a établi un lien entre les jeunes Grecs et deux autres attentats à l'engin explosif, revendiqués par le groupe «Conspiration des cellules de feu»,

issu de la mouvance anarchiste.

Selon la police, ce groupe avait auparavant revendiqué une série d'attentats incendiaires contre des domiciles de personnalités et quatre églises orthodoxes par le passé.

## ZIMBABWE

## Mugabe accuse les Occidentaux de semer la division

**Le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, a accusé hier à New York les pays occidentaux d'essayer de diviser son gouvernement d'union nationale et de maintenir des sanctions «illé-gales» contre son pays.**

Alors que les voisins du Zimbabwe ont fait «de gros sacri-

fices» pour l'aider financièrement face à la crise économique mondiale, les pays occidentaux, Etats-Unis et Union européenne, qui ont imposé des sanctions illégales au Zimbabwe, ont refusé de les lever à la surprise générale, a

affirmé M. Mugabe à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU.

«Quels sont leurs motifs ? En fait, certains d'entre eux travaillent assidûment à diviser les parties au sein du gouvernement d'union. S'ils ne peuvent pas nous aider à rétablir notre économie, est-ce qu'ils ne pourraient pas cesser leurs tactiques répugnantes de division ?», a lancé le président zimbabwéen.

## CHINE

## Hong Kong enregistre 783 nouveaux cas de grippe porcine

783 nouveaux cas de grippe porcine ont été enregistrés à Hong Kong, portant à 24.681 le nombre total de personnes contaminées par le virus depuis le début de la maladie, ont indiqué hier les autorités sanitaires locales.

Ces nouveaux cas concernaient 388 malades de sexe masculin et 395 de sexe féminin, âgés d'un mois à 85 ans, a précisé un porte-parole du département local de la santé.

En ce moment, 189 patients sont toujours hospitalisés, parmi eux 171 sont dans un état stationnaire et 11 dans un état jugé critique, a-t-on précisé de même source.

Les autorités chinoises redoutent une forte progression du nombre de contaminations dans le pays à l'approche de l'automne, où près de la moitié

des 7 000 cas recensés, ont été détectés entre le 24 août et le 10 septembre.

La Chine, peuplée par 1,3 milliard d'habitants, prévoit de vacciner 5 % de la population, soit 65 millions de personnes, d'ici à la fin de l'année, a-t-on fait savoir.